



I<sup>er</sup> mai 2022  
Discours du Président National  
du LCGB, Patrick DURY  
Embargo jusqu'au I<sup>er</sup> mai 2022 à 10h30  
(la parole fait foi)

**Chères, Chers Collègues,**

Je vous souhaite la bienvenue à notre fête du I<sup>er</sup> Mai à Remich.

Depuis quelques années déjà, les festivités du I<sup>er</sup> mai à Remich sont devenues un rendez-vous fixe dans les agendas du LCGB.

Je suis ravi et fier de pouvoir vous accueillir aujourd'hui dans ce chapiteau, rempli jusqu'au bout, après avoir fêté le I<sup>er</sup> mai deux ans d'affiliés sous forme digitale à cause de la pandémie du COVID-19.

Un grand MERCI au bourgmestre et au collège échevinal de la commune de Remich, mais aussi tout particulièrement aux collaborateurs du Service Technique. Sans leur engagement, cet événement n'aurait certainement pas pu avoir lieu.

**Chères, Chers Collègues,**

Ce I<sup>er</sup> mai diffère fortement de celui fêté lors de notre fête familiale en 2019.

Ce I<sup>er</sup> mai diffère notamment parce que la crise sanitaire de ces dernières années a pesé lourdement sur notre société. La pandémie a changé de fond en comble la façon de travailler et de vivre ensemble au Luxembourg.

Ce I<sup>er</sup> mai diffère aussi parce que nous ne nous retrouvons plus dans une Europe pacifique.

Après presque 8 décennies de paix, l'Europe se trouve de nouveau dans une situation de guerre, à cause de l'invasion de l'Ukraine par le régime de Poutine. Depuis le 24 février, des femmes, des enfants et des hommes innocents sont bombardés, massacrés, violés et torturés par leurs voisins russes.

Il est donc évident que nos pensées s'adressent aujourd'hui au peuple ukrainien. Nous voulons leur adresser notre solidarité et humanité. Ceci vaut tout particulièrement pour les Ukrainiens qui ont été obligés à quitter leur pays afin de sauver leur vie. Notre message au clair : le Luxembourg ne peut certainement pas remplacer leur pays d'origine, mais leur offre la chance pour reconstruire leur vie et celle de leurs familles.

**Chères, Chers Collègues,**

Il n'y a même pas 82 ans, le 10 mai 1940, le Luxembourg, la France, la Belgique et les Pays-Bas ont été attaqués par un autre agresseur. Après avoir agressé la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Norvège, le régime nazi, sous l'égide de Hitler, a attaqué l'Europe de l'Ouest.

Comme c'était le cas pour d'autres nations, une bonne partie de la population luxembourgeoise a dû fuir leur pays d'origine. Ils ont été accueillis, dans un acte de solidarité et d'humanité, au Sud de la France.

Aujourd'hui nous devons faire preuve de cette même solidarité envers les Ukrainiens. Aussi bien avec les Ukrainiens qui viennent s'installer au Luxembourg parce qu'ils ont besoin d'aide et de soutien qu'avec les Ukrainiens qui défendent leur pays contre les attaques des agresseurs russes.

---



1<sup>er</sup> mai 2022

Discours du Président National  
du LCGB, Patrick DURY  
Embargo jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2022 à 10h30  
(la parole fait foi)

Le LCGB demande ainsi au Gouvernement, mais également à l'Europe, de faire en sorte que les réfugiés de l'Ukraine puissent trouver leur place dans notre société et reçoivent le soutien nécessaire pour reconstruire leurs existences.

En outre, le LCGB revendique de la part du Gouvernement de faire tout le nécessaire pour que l'Ukraine puisse se défendre contre l'agresseur russe, pas seulement en dénonçant la Russie, mais aussi en la punissant avec davantage de sanctions.

Le régime de Poutine doit clairement être remis à sa place. L'Europe ne peut plus entretenir de relations « normales » avec la Russie, au moins jusqu'à ce que leurs agressions finissent, le régime soit remplacé et Poutine, et tous les autres criminels de guerre, aient subi leur juste punition.

**Chères, Chers Collègues,**

A côté d'une énorme détresse humaine, la guerre en Ukraine a renforcé exponentiellement les problèmes économiques qui sont apparus lors de la relance après l'éclatement de la pandémie du COVID-19. S'y ajoute la forte imprévisibilité du développement économique, social et politique, qui se trouve actuellement à un niveau plus élevé que jamais en Europe.

L'inflation ne cesse de croître, notamment à cause de la flambée des prix de l'énergie et la sécurité des approvisionnements, particulièrement en matière de gaz et d'autres produits, est fortement remise en cause.

Les chaînes logistiques sont en désordre, ce qui contribue notamment à une grave famine dans certaines parties de l'Afrique, vu que l'Ukraine ne peut actuellement plus exporter de blé.

L'Union Européenne se doit de réagir à ce développement et faire en sorte que nous ne nous retrouvions plus confrontés à une telle situation au futur.

Ainsi, l'Union Européenne doit repenser et réorienter son positionnement dans un monde qui est remodelé à cause de la pandémie et de la guerre en Ukraine et qui remplace ainsi nos certitudes par de nouvelles incertitudes.

L'Union Européenne doit également améliorer ses compétences en matière de santé. La pandémie du COVID-19 a clairement démontré que la santé et la politique de santé nécessitent à l'échelle globale des réponses en matière d'approvisionnement, de recherche, mais également de mise à disposition des moyens dont disposent les différents Etats membres.

L'Union Européenne doit mettre en place une politique énergétique commune. Dans un monde où les incertitudes ne cessent de croître, la sécurité des approvisionnements ne peut être maîtrisée autrement. La réduction des émissions CO<sub>2</sub>, la transition écologique de notre industrie et de notre société vers une production et une manière de vivre plus durables peuvent uniquement être maîtrisées ensemble.

Afin de réussir ce défi, l'Europe doit investir dans les technologies et infrastructures nécessaires. Les taxes CO<sub>2</sub> et le commerce presque absurde des quotas d'émission ne servent à rien si nous ne pouvons proposer des solutions concrètes à la population européenne.

---



1<sup>er</sup> mai 2022  
Discours du Président National  
du LCGB, Patrick DURY  
Embargo jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2022 à 10h30  
(la parole fait foi)

La Commission Européenne doit se rendre compte que le modèle économique européen doit absolument changer.

Le LCGB revendique la mise en place d'une politique économique européenne qui permet une plus large indépendance de l'Europe et une répartition plus juste des richesses créées parmi les citoyens européens.

Nous avons donc besoin d'investissements qui attirent les industries clés en Europe, assurant ainsi la création de nouveaux emplois au sein de l'UE.

Le LCGB revendique une Europe sociale qui met l'intérêt du salarié, du citoyen, au centre de l'action.

Le socle européen des droits sociaux à lui seul est insuffisant.

Le LCGB revendique des salaires et pensions décents à travers toute l'Europe ainsi qu'une sécurité sociale efficace pour l'ensemble des citoyens européens.

Le LCGB demande à ce que chaque personne en Europe puisse vivre décemment de son salaire ou de sa pension.

### **Chères, Chers Collègues,**

Les Etats membres de l'Union Européenne n'ont pas d'autre choix que d'investir dans leur défense, que ce soit au niveau de l'OTAN ou de l'UE. La défense peut être comparée aux pompiers du village. Nous devons leur mettre à disposition les moyens nécessaires, les former et les entraîner. Mais nous espérons qu'il n'y aura jamais d'incendie.

Toutefois, en cas d'incendie, nous serions tous perdus sans pompiers. C'est pour cette raison que l'UE et l'OTAN doivent mieux se positionner en matière de défense et mettre à disposition les moyens nécessaires.

### **Chères, Chers Collègues,**

Le pacifisme est une attitude noble. Ni Hitler, ni Poutine ne furent impressionnés par le pacifisme ou une politique d'apaisement. Si, aujourd'hui, nous n'arrivons pas à arrêter Poutine en Ukraine, nous nous retrouverons très probablement face à une nouvelle, et dernière, guerre mondiale.

Notre liberté, notre société démocratique et progressive sont également défendues en Ukraine.

C'est pour cette raison que nous devons absolument arrêter Poutine et mettre une fin à sa dictature.

L'Europe ne peut pas rester immobile et sans action.

Après deux guerres mondiales, la tyrannie, la guerre, le meurtre de masse, la torture et la violation sont inacceptables en Europe et doivent trouver leur fin en Ukraine.

---



1<sup>er</sup> mai 2022

Discours du Président National  
du LCGB, Patrick DURY  
Embargo jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2022 à 10h30  
(la parole fait foi)

L'Europe doit soutenir l'Ukraine également avec des armes, permettant d'arrêter l'agresseur russe, et sanctionner la Russie jusqu'à ce que la dictature prenne définitivement fin.

Finalement, l'Union Européenne se doit de repenser ses relations avec le reste du monde. Nous devons et pouvons uniquement faire du commerce avec ceux qui partagent nos valeurs démocratiques et qui s'engagent, tout comme l'Union Européenne, pour une société socialement équitable et écologiquement durable.

Le scandale par excellence, c'est pourtant que Poutine comptait avant ce 24 février comme démocrate sans faille. En effet, l'oligarchie russe basée sur la corruption et la dictature a été jugée comme acceptable par les responsables européens, parmi lesquels se trouvaient aussi des politiciens luxembourgeois. En outre, tous les crimes et attaques commises, les différentes guerres lancées, non seulement en Syrie, mais également les énormes violations des droits de l'Homme voire même la destruction d'un avion de ligne, sont jusqu'à présent restés sans véritables conséquences pour Poutine et son régime.

Si nous devons passer par les autocrates et dictateurs pour l'achat de certaines ressources telles que le gaz et le pétrole, nous ne pouvons en aucun cas accepter une telle indépendance totale de ces pays, comme c'est notamment le cas avec la Russie pour le gaz.

Le LCGB revendique une globalisation cadrée, qui tient compte de nos valeurs démocratiques et progressives, de nos acquis sociaux et de notre engagement pour un environnement durable et contre le changement climatique.

**Chères, Chers Collègues,**

La crise sanitaire et la guerre en Ukraine nous ont démontré à nouveau ce que nous savons déjà depuis longtemps.

Le Luxembourg ne peut être considéré comme une île, mais est énormément tributaire des développements réalisés à l'échelle mondiale.

En guise de conclusion, cela veut dire que notre pays peut uniquement se développer dans une Europe économiquement et socialement forte.

L'évolution récente des prix de l'énergie, que ce soit l'essence, le gaz ou l'électricité, a fortement stimulé l'inflation et ce dans un contexte d'énormes hausses de prix suite à des pénuries de matériel de construction, particulièrement depuis le 2<sup>e</sup> semestre 2021.

Ce développement crée un tas de nouveaux défis pour beaucoup d'entreprises, que ce soit dans l'industrie, dans le domaine de la logistique ou en construction. D'autres secteurs, dont notamment l'Horeca, n'ont même pas encore surmonté les conséquences de la pandémie.

Ce développement est néfaste et menace pas mal d'emplois au Luxembourg.

---



1<sup>er</sup> mai 2022

Discours du Président National  
du LCGB, Patrick DURY  
Embargo jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2022 à 10h30  
(la parole fait foi)

S'y ajoute que le pouvoir d'achat des ménages souffre actuellement une pression épouvantable, non seulement à cause de la flambée des prix de l'essence, du mazout, du gaz et de l'électricité, mais également à cause de la hausse des prix d'autres produits qui commence peu à peu à apparaître.

Dans ce contexte de crise économique et sociale, le Ministre d'Etat a convoqué la Tripartite nationale.

L'analyse de la situation actuelle, réalisée par les partenaires sociaux et le Gouvernement, concerne plusieurs volets et s'avère inquiétante, pour ne pas dire alarmante.

Les problèmes d'approvisionnement et la hausse des prix, apparus pour la première fois lors de la relance post-COVID, se sont intensifiés exponentiellement à cause de la guerre en Ukraine. A cause des sanctions que l'Europe a décidé d'appliquer contre la Russie, les prix de l'énergie ont explosé.

Sans aides appropriées, un tas d'activités industrielles, et par ricochet les emplois y liés, sont mis en danger au Luxembourg.

Qui plus est le développement économique est fortement tributaire des événements en Ukraine. Plus la guerre perdure, plus elle s'aggrave, plus la hausse des prix des produits, en particulier de l'énergie, risque de monter, ce qui met encore davantage en danger le développement économique.

A côté de la détresse humaine causée par la guerre, il est très probable que l'UE se dirige vers une récession économique qui risque d'entraîner des tragédies sociales.

Dans le contexte actuel, le développement du budget de l'Etat reste ainsi très imprévisible.

Les salariés et retraités souffrent, eux aussi, de l'inflation galopante. Une partie importante des ménages à petits et moyens salaires et pensions risquent de ne plus pouvoir joindre les deux bouts.

**Chères, Chers Collègues,**

Au cours des semaines et mois passés, l'incertitude croissante des salariés est devenue de plus en plus préoccupante pour le LCGB. Ils sont en effet nombreux à se soucier non seulement de leur salaire et pouvoir d'achat, mais tout particulièrement de la sécurité de leur emploi.

Face à cette crise, nous remarquons qu'aussi bien les patrons que les salariés se retrouvent tous dans un même bateau. Si l'impact de l'inflation sur les matières premières et l'énergie est tel qu'une partie des entreprises ne peut plus maintenir ses activités, les salariés concernés vont se retrouver dans le meilleur des cas en chômage partiel et tomberont dans le pire des cas au chômage.

Le bateau continue donc soit à flotter ou bien nous allons couler ensemble !

Cette crise remet l'existence des salariés doublement en question : tout d'abord à cause du risque d'une perte d'emploi et ensuite par une perte de pouvoir d'achat due à l'inflation.

Ainsi, la Tripartite a été convoquée dans une situation difficile et imprévisible pour essayer de dégager différentes pistes de solutions qui permettent d'un côté de garantir les emplois, notamment grâce à des

---



1<sup>er</sup> mai 2022

Discours du Président National  
du LCGB, Patrick DURY  
Embargo jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2022 à 10h30  
(la parole fait foi)

aides ciblées mises à disposition des entreprises particulièrement impactées par la hausse des prix de l'énergie, et d'un autre côté de renforcer le pouvoir d'achat des ménages surtout à revenu modeste.

S'y ajoute que l'évolution de l'inflation risque désormais de déclencher 3 tranches indiciaires dans un intervalle de seulement 10 mois.

**Chères, Chers Collègues,**

L'index est l'unique garant du pouvoir d'achat des salariés du secteur privé.

Le bon sens nous dit que cette évolution couplée aux problèmes économiques graves signifierait la fin pour beaucoup d'entreprises. La Tripartite a donc absolument dû trouver des solutions face à ces défis.

Pour le patronat la solution était très simple : l'index doit disparaître immédiatement, ce qui signifie que la tranche indiciaire du 1<sup>er</sup> avril n'aurait plus été payée. Et dans l'avenir, l'index aurait été remplacé par une prime unique pour les revenus modestes.

**Chères, Chers Collègues,**

Ces propos étaient franchement inacceptables pour le LCGB.

Le LCGB se positionne clairement en faveur de l'index, parce que celui-ci représente, ensemble avec la garantie du pouvoir d'achat qu'il procure, le fondement de nos négociations de conventions collectives.

Ainsi, l'index est le garant de la paix sociale au Luxembourg.

Celui qui remet en question l'index, doit se rendre compte que cela mettra un terme à la paix sociale.

Bien que nous nous retrouvions dans une situation très difficile, il faut dire que les discussions entre les partenaires sociaux et le Gouvernement lors de la Tripartite se sont déroulées dans un climat constructif.

Cela était entièrement le mérite du Ministre d'Etat, qui a su mener à bien la Tripartite grâce à son engagement, sa ténacité et son habileté, de sorte que nous avons pu ficeler un paquet de mesures global.

Le résultat actuel de la Tripartite se présente comme suit :

- les entreprises énergivores, impactées de ce fait par la guerre en Ukraine, auront droit à des aides ciblées pour améliorer leurs liquidités et faire face à la flambée des prix de l'énergie. Des aides sont tout particulièrement prévues pour les petites et moyennes entreprises afin de les soutenir dans leurs efforts de réduction des émissions CO<sub>2</sub> ;
  - la tranche indiciaire de ce 1<sup>er</sup> avril a été maintenue;
  - la tranche indiciaire, prévue pour août 2022, est reportée à avril 2023 ;
  - pendant cette durée de report un crédit d'impôt énergie va surcompenser la perte de pouvoir d'achat pour les contribuables à revenus faibles et moyens. A titre d'exemple, pour un salaire social
-



1<sup>er</sup> mai 2022

Discours du Président National  
du LCGB, Patrick DURY  
Embargo jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2022 à 10h30  
(la parole fait foi)

minimum, la tranche indiciaire correspond à 42 EUR net, tandis que le nouveau crédit impôt énergie s'élève à 84 EUR net par mois ;

- afin de soulager les locataires, un gel des loyers a été instauré jusqu'à la fin de l'année et la subvention de loyer sera rendue accessible à un cercle de bénéficiaires plus élevé ;
- une subvention de l'essence et du diesel de 7,5 centimes par litre jusqu'à fin juillet respectivement fin de l'année pour le mazout de chauffage ;
- la PRIMe House devient plus accessible pour les ménages à revenus faibles et moyens ;
- le REVIS et les bourses d'études sont revus à la hausse ;
- une nouvelle Tripartite sera convoquée si la situation s'aggrave ou bien si une tranche indiciaire supplémentaire est déclenchée en 2023 et ce afin d'élaborer des solutions adaptées à la situation.

Ce « paquet de solidarité », comme le Ministre d'Etat vient de l'appeler à juste titre, s'élève à un montant de plus de 800 millions €, parmi lesquelles 600 millions € sont dédiées au renforcement du pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des étudiants.

Le LCGB a mené ces négociations tripartites et a atteint les buts fixés dès le départ :

- Premièrement, le système de l'indexation n'est en aucun cas remis en cause. Au contraire, il a été confirmé et reste acquis. La tranche indiciaire d'avril a été payée et celle d'août sera légèrement reportée.
- Deuxièmement, pour la toute première fois, une compensation sera introduite pour le report d'une tranche indiciaire et ce selon le principe de solidarité puisque les ménages les plus concernés par l'inflation, à savoir ceux à petits et moyens revenus et pensions, seront particulièrement supportés.
- Troisièmement, nous avons décidé, ensemble avec le gouvernement et le patronat, qu'en cas de détérioration de la situation économique ou bien en cas d'une tranche indiciaire supplémentaire en 2023, la Tripartite sera de nouveau convoquée.
- Finalement, cet accord démontre que la Tripartite fonctionne comme instrument de crise.

Pour le LCGB, une remise en cause de notre modèle tripartite est tout simplement inacceptable.

Grâce aux décisions et aux accords de la Tripartite, le Luxembourg, notre économie, nos emplois, les personnes travaillant et vivant ici, sont sortis renforcés de toute crise.

Le LCGB ne veut pas mettre en danger ce modèle de manière irréfléchie et insensée.

Aujourd'hui, le LCGB a pris le lead dans les tripartites sectorielles en sidérurgie et en aviation. Nous avons en effet codéveloppé et mis en place ce modèle.

Et donc nous revendiquons que notre modèle luxembourgeois, notre modèle social, soit orienté vers le futur et non pas de le reléguer aux annales de l'histoire.

**Chères, Chers Collègues,**

La Tripartite est l'instrument de la solidarité nationale.

---



La Tripartite est l'instrument capable de résoudre des situations de crise.

Tout syndicat doit se rendre compte que notre travail repose sur la solidarité.

Ainsi, le LCGB tire la conclusion que cet accord tripartite représente un bon résultat, raison pour laquelle nous avons donné notre accord au « paquet de solidarité ».

**Chères, Chers Collègues,**

Avec cet accord, le bateau reste à flot. Pourtant, la tempête est loin d'être passée. Peut-être que la vraie tempête n'a même pas encore commencé, mais quoi qu'il en soit, nous avons mis en place les instruments nécessaires afin de garantir les emplois et de maintenir et renforcer le pouvoir d'achat des salariés et retraités.

Le LCGB continuera à œuvrer dans l'intérêt des salariés et retraités au Luxembourg.

Le LCGB sait présenter des solutions concrètes aux salariés.

Au courant de la pandémie, le LCGB était la force conductrice dans les négociations avec le patronat sur le télétravail et le droit à la déconnexion. Entretemps, le Code du travail a été adapté dans ces domaines.

Le LCGB est LE syndicat, qui s'engage dans l'intérêt de l'ensemble des salariés du secteur privé de notre économie.

**Chères, Chers Collègues,**

Ce sont les salariés du secteur privé qui créent la richesse de notre pays. Grâce à notre économie dynamique, qui s'est continuellement développée, la Tripartite a su dégager les moyens nécessaires du budget de l'Etat.

Ces personnes sont donc la ressource la plus importante et en même temps la partie la plus vulnérable de l'économie.

C'est pour cette raison que nous devons nous assurer que personne ne sorte perdant de cette crise économique.

Je tiens à m'adresser tout particulièrement à nos collègues travaillant chez Liberty Steel à Dudelange.

Ce site mérite d'avoir un futur et les existences des salariés doivent absolument être garanties.

Toute autre approche serait une perversion de l'action économique.

Le directeur de Liberty Steel, qui semble être un vrai flibustier et bandit, doit aussi rendre les comptes. L'escroquerie et les mensonges doivent être sanctionnés.

---





1<sup>er</sup> mai 2022  
Discours du Président National  
du LCGB, Patrick DURY  
Embargo jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2022 à 10h30  
(la parole fait foi)

**Chères, Chers Collègues,**

Le LCGB continuera ses efforts pour la garantie des existences des salariés.

Dans l'intérêt du salarié et de sa famille, le LCGB continuera à s'engager pour une adaptation du droit du travail, des conventions collectives et de la formation continue aux nouvelles réalités sur le marché du travail, notamment engendrées par la digitalisation.

Le LCGB revendique une amélioration continue de la sécurité sociale, notamment dans le domaine de la Caisse Nationale de Santé (CNS). Il est déplorant de voir comment les responsables politiques déclarent faillite lorsqu'il s'agit d'adapter le fonctionnement de cette structure aux exigences du 21<sup>e</sup> siècle.

L'inventaire de cette Tripartite a clairement démontré que certains déficits structurels doivent absolument être résolus au Luxembourg. Il s'agit d'un côté de la question du logement et de l'autre côté des barrières administratives, rendant quasiment impossible la création de nouvelles entreprises et de ce fait de nouveaux emplois. N'oublions pas les dossiers Knauf, Fage et maintenant aussi Google.

La politique de niche, sur laquelle repose notre modèle économique, est terminée. Si nous souhaitons continuer à concevoir notre avenir en créant des conditions de vie et de travail intéressantes dans notre pays, nous invitons le Gouvernement à attaquer le plus vite possible ces problèmes.

Le Luxembourg a clairement besoin d'un nouveau modèle économique. Ceci devrait également faire l'objet d'une Tripartite comme ces déficits structurels sont profonds et nuisent peu à peu au Luxembourg.

**Chères, Chers Collègues,**

En tant que syndicat du secteur privé, le LCGB offre aux salariés, délégués et secrétaires syndicaux un encadrement en entreprise à 360 degrés.

De façon continue, le LCGB développe ses prestations et propose, ensemble avec ses consultants, une aide et assistance qualitative dans les Info-Centers du LCGB.

Les consultants du LCGB sont disponibles toute la semaine dans les différents Info-Centers à Luxembourg-Ville, à Esch-sur-Alzette, à Ettelbruck et maintenant aussi à Differdange, pour répondre aux questions des salariés.

Nos Info-Centers en Grande Région, à Merzig et à Thionville, rouvriront vers la mi-mai. En Belgique, les consultations seront assurées par nos collègues de la CSC, où nous avons coordonné notre collaboration dans l'intérêt de nos membres communs.

Le LCGB continuera sur cette voie et améliorera encore davantage son engagement et sa présence.

Le LCGB veut se tourner vers l'avenir, ensemble avec ses membres.

---



I<sup>er</sup> mai 2022  
Discours du Président National  
du LCGB, Patrick DURY  
Embargo jusqu'au I<sup>er</sup> mai 2022 à 10h30  
(la parole fait foi)

Engageons-nous tous dans l'intérêt de l'être humain qui doit être placé au centre des décisions syndicales.

En tant que syndicat libre et indépendant, le LCGB est capable de construire une telle politique syndicale ensemble avec ses délégués et militants.

Je vous remercie pour votre attention et je vous souhaite une belle journée à la fête familiale du LCGB à Remich.

Pour finir, chères, chers Collègues, il convient de dire :

Vive l'Ukraine, qui a un droit à la paix à la liberté et de suivre son chemin en direction de l'UE !!!

Vive le LCGB !!!

---